



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

## **Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Convention financière d'études préalables à la Déclaration d'Utilité Publique - Phase 1 - Autorisation de signature**

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse partiellement mixte (voyageurs et fret), entre Montpellier et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du CNM a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés (dont les communes situées entre Saint-Brès et Montpellier). Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, aussi bien que des trains nationaux ou européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnau-Sablassou.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

En 2000, le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est qualifié de Projet d'intérêt général (PIG) afin de réserver des emplacements dans les documents d'urbanisme. En mai 2005, le CNM est déclaré d'utilité publique. Parallèlement, les projets de développement du réseau ferroviaire espagnol avancent, avec notamment la réalisation de la section internationale Perpignan-Figueras, inaugurée le 27 janvier 2011.

En 2006, le Ministre des Transports a relancé le processus d'études d'une liaison nouvelle entre Montpellier et Perpignan en vue de la tenue d'un débat public. Il s'agissait de re-questionner les objectifs du projet face à l'évolution des déplacements régionaux de voyageurs et à l'accroissement des flux de marchandises nationaux et européens (notamment les échanges avec la péninsule ibérique). Un vaste débat public plébiscitant les principes du projet a eu lieu en 2009.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- les gares nouvelles : Béziers-Est et Narbonne-Ouest ;
- le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet PIG par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientation des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

À ce stade, l'estimation prévisionnelle des études et travaux est de 5,56 Md € (estimations de 2014), dont 1,855 Md € (estimations de 2014) pour la première phase (tronçon LGV mixte de Montpellier à Béziers sans la création de la gare nouvelle, prévues pour la seconde phase).

Le besoin de financement de la procédure d'enquête d'utilité publique jusqu'à la déclaration d'utilité publique de la Phase 1 du projet LNMP est évalué à 10 M€. L'Etat puis la Région Occitanie se sont d'ores et déjà engagés chacun sur 3,33 M€ pour le financement de cette phase de la procédure.

La présente délibération porte sur la convention n°5, relative aux 3,33 M€ restant à financer à parts égales (10) entre les conseils départementaux et établissement publics de coopération intercommunale concernés, soit 333 333,30 € HT par chacun.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à la réalisation des études et procédures complémentaires rendues nécessaires par l'enquête d'utilité publique, aux dépenses relatives à l'enquête publique et aux frais de maîtrise d'ouvrage associés et estimés jusqu'à la déclaration d'utilité publique de la Phase 1 de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ;
- d'autoriser le financement des études et procédures complémentaires ;
- d'approuver le projet de convention relative aux modalités de participation financière entre le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées-Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération de Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Métropole Perpignan Méditerranée, la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le versement de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 333 333,30 € HT courants ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-150011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- LNMP - Convention financière Etudes et Procédures préalables à la DUP Phase 1
- LNMP - Annexe 1 Convention financière Etudes et Procédures préalables à la DUP Phase 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.